Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1964)

Heft: 1463

Artikel: Assembly off the Swiss abroad

Autor: Chopard, Théo

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-696121

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ASSEMBLY OF THE SWISS ABROAD

ALLOCUTION
de Monsieur Théo Chopard

Chers Amis,

Au nom de la Nouvelle Société Helvétique, j'ai la grande joie de vous souhaiter la bienvenue dans la patrie et à l'exposition nationale — une exposition qui est un acte de civisme parce que ses animateurs n'ont pas cédé à la tentation d'évoquer une Suisse satisfaisante et sans problèmes. Ils présentent un pays qui s'interroge, encore un peu timidement peut-être, avec réticence, mais déjà lucidement sur les conditions de sa survie. La Suisse que vous verrez à l'exposition n'est pas une possession assurée à toujours, mais une construction et un effort permanents, la difficile recherche d'un équilibre difficile entre conserver et progresser. L'ajustement de la Suisse aux exigences nouvelles est une tâche liée à des disques d'erreur, à des risques que multiplient la petitesse du pays, la fragilité et la diversité de ses structures, le contraste entre cette petitesse et cette fragilité d'une part, et la puissance économique qu'elle a conquise, de l'autre. Ces risques, notre présomption les aggrave aussi.

Dans un essai viril, Jeanne Hersch définit clairement cette situation. " L'expérience, les expériences de deux guerres nous ont été épargnées. Cela est sans prix et pourtant cela se paye. Notre continent, après tant d'épreuves, est en train de changer de peau. Nous sommes bien obligés de faire comme lui. Mais nous ne voudrions pas, car nous étions bien dans la nôtre. Le résultat, c'est que nous ne sommes plus tout à fait contemporains de ceux qui nous entourent. Et comme, malgré tout, nous devenons non gré mal gré perméables, nous ne nous sentons plus tout à fait contemporains de nous-mêmes . . . Nous nous adaptons, certes, nous nous adapterons. Mais résignés et sans joie. Nous ne désirons pas voir les choses telles qu'elles sont. Nous voudrions presque que l'adaptation se fasse à notre insu, pendant notre sommeil, de façon que nous puissions continuer à invoquer les mêmes principes, les mêmes tabous, sans examiner s'ils ont encore un sens ".

Cette analyse, dure mais vraie, rejoint le Manifeste clairvoyant du groupe d'Etudes Helvétiques de Paris. Tous deux postulent implicitement *une interrogation générale, politique au sens large du terme,* sur nos destins. Elle n'est qu'amorcée. La nation est encore loin d'être pénétrée tout entière de la nécessité des réformes — réformes de l'état d'esprit et des aménagements matériels — qui sont indispensables pour sauvegarder notre existence et les valeurs dont l'Europe qui se fait a besoin et qui sont notre meilleur apport à sa construction. Cette existence et ces valeurs sont consubstantielles.

Pour ceux qui s'emploient à stimuler l'interrogation qui doit précéder le vigoureux redressement dont nous ressentons plus ou moins consciemment le besoin, ce Manifeste est un encouragement et une promesse. Il montre que parmi les Suisses de l'étranger une volonté nouvelle de participation grandit. Rien ne l'exprime mieux que ce mot du Président Kennedy: " Il faut cesser de nous demander ce que notre pays peut faire pour nous et nous demander sérieusement ce que nous pouvons faire pour lui ". Pour stimuler cette interrogation, nous avons besoin de gêneurs salutaires qui doutent, avec les auteurs du Manifeste, qu'une Suisse qui cèderait sans discernement à toutes les tentations matérielles puisse conserver à la longue la maîtrise de son destin; qui doutent que notre progrès spirituel — et civique — aille de pair avec notre progrès matériel: qui redoutent que maints des entraînements auxquels nous résistons mal n'aient pour conséquence une progressive destruction de notre patrimoine civique et de notre raison d'être.

Mais pour que cette interrogation générale soit féconde, utile, pour qu'elle ne dégénère pas en une cacophonie de jérémiades stériles, il faut lui donner un cadre, l'aiguiller selon certains principes.

Je reviens par ce détour à la proposition faite par la NSH lors de la célébration de son cinquantenaire — et antérieurement par M. Victor Gautier de Genève. La constitution fédérale donne mandat au Conseil fédéral " de présenter à chaque session à l'Assemblée fédérale *un rapport sur la situation de la Confédération*, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur " et de recommander les mesures que cette situation semble appeler. On ne saurait prétendre, disais-je, que les rapports de gestion présentés aujourd'hui au parlement répondent à ce que l'on pourrait attendre d'un tableau exhaustif de l'état de la Confédération, ni qu'ils fassent *la clarté sur l'ensemble des problèmes majeurs* d'aujourd'hui et de demain et préparent les décisions à long terme que des solutions judicieuses requièrent. Et pourtant, dans le désarroi présentent, on imagine fort bien qu'un message sur l'état de la Confédération embrassant l'ensemble de nos préoccupations et de nos tâches permettrait d'établir entre elles un ordre d'urgence dicté par leur confrontation, par une analyse des besoins classés selon leur importance, comme aussi par une confrontation avec nos ressources matérielles et humaines. Publié une fois par an au moins, ce rapport, qui serait une somme, pourrait aussi dresser, à titre d'indication évidemment, une sorte de comptabilité nationale qui opposerait aux avantages attendus de certains progrès techniques leur coût politique et leur coût humain. Face à l'accélération du progrès industriel et technique, à la multiplication des problèmes, aux transformations continentales et aux inquiétudes que cette évolution alimente, l'établissement de cette somme nationale serait un grand acte politique. Situant chaque problème, chaque préoccupation, chaque projet nouveau dans le contexte général, ce message pourrait être un instrument efficace de cette information de la nation dont on déplore si souvent les défaillances. Il pourrait engager le parlement à aborder avec plus de suite dans les idées et plus d'esprit de synthèse les questions fondamentales. Mieux informés des relations de cause à effet, de l'ordre d'urgence des besoins et des tâches, des ressources aussi, les partis, les associations économiques et professionnelles adapteraient peut-être mieux certaines de leurs exigences à l'intérêt général. Les nécessaires confrontations seraient probablement plus constructives. Ce ne serait plus l'affrontement des spécialistes et des mandataires d'égoismes collectifs qui ne voient et se defendent que des intérêts divergents et limités, mais un dialogue authentique entre des citoyens dont chacun aurait des responsabilités particulières certes, mais insérées dans un ensemble dont chacun aurait pris mieux conscience. La notion d'intérêt général ne serait plus une figure de rhétorique, mais une réalité sensible et sentie.

L'affrontement chaotique, que l'on déplore aujourd'hui, des intérêts en marge de tout cadre, de toute ligne générale éveille et alimente dans l'opinion le sentiment décourageant — qui stimule à son tour l'abstentionnisme — que les problèmes nous dépassent et que nous sommes incapables de les résoudre bien, le sentiment que les choses

nous échappent et que nous sommes à leur remorque. Cet effort de synthèse que nous préconisons rendrait de nouveau l'Etat " überschaubar ", à la taille de l'homme, alors que l'atomisation des intérêts est en passe de vider ce terme de son sens et d'affaiblir toujours plus dangereusement la participation des citoyens aux affaires publiques.

Ainsi aiguillé, inscrit dans une politique d'ensemble, ce dialogue ne serait-il pas propre à faciliter les choix que nous ne pourrons bientôt plus éluder entre les transformations auxquelles le pays doit participer et celles dont il doit se tenir éloigné? entre les vrais problèmes et les problèmes factices (parce qu'il y a aussi une inflation de pseudo-problèmes)? entre conserver et progresser?

Ne peut-on pas penser qu'un tel dialogue, par les ajustements dont il aplanirait la voie, rendrait moins difficile la solution du problème que posent le contrôle de l'administration et la nécessité de contenir son influence? Comme dit de Gaulle: l'intendance suivrait.

Certes, l'établissement de cet Etat de la Confédération n'est pas la panacée. Il n'y a pas de miracle dans une démocratie hors de la volonté des citoyens, pas de solutions toutes faites. Il n'y a que des arrangements successifs. L'essentiel, c'est de bien poser les problèmes au départ. Quant à moi, je tiens une tentative d'esquisser de manière exhaustive la politique du gouvernement et d'insérer dans un ensemble cohérent les initiatives et les aspirations particulières pour plus réaliste que la revision totale de la constitution fédérale que le malaise présent incite d'aucuns à préconiser. Ce serait mettre la charrue devant les bœufs. Cela ne résoudrait aucune des difficultés. Notre constitution, toujours davantage faite de pièces et de morceaux comme un habit d'arlequin, est le reflet de notre confusion. Ce qui importe, c'est tout d'abord de mettre fin à celle-ci.

Il est sous-entendu que cette tentative de conduire le cours des choses au lieu de le suivre, de le conduire de manière qu'il demeure conciliable avec les impératifs vitaux de notre existence, devrait impliquer un effort de formation approprié aux exigences d'une politique renouvelée de prévision et de synthèse. Une réforme de l'enseignement doit assurer une coopération plus large des sciences morales et sociales à la préparation des cadres politiques, administratifs, économiques et techniques. Inversement, pédagogues, juristes, ecclésiastiques, devraient être mieux initiés aux réalités économiques, sociales et techniques. Tous doivent être mieux informés des problèmes que posent la condition de l'homme et son destin dans la société industrielle. Le moment est venu de mettre fin au divorce artificiel entre sciences exactes et sciences morales et de cesser de traiter ces dernières en parentes pauvres. Le développement des premières est aussi urgent que celui des secondes tant il est évident qu'en dépit des extraordinaires realisations de la technique, nous sommes encore fort éloignés des comportements individuels et collectifs qui doivent leur correspondre pour que nous fassions toujours un bon usage de notre puissance.

Chers amis, ces considérations, et surtout leur fin qui est — pour parler avec Valery — la conservation de l'avenir éclairent la nécessité de la participation la plus large des citoyens aux interrogations que le présent multiplie et à l'élaboration des réponses. Les groupes d'études helvétiques dont nos amis de Paris préconisent la création vous offrent une possibilité nouvelle de participer. Une clairvoyance inspirée par l'amour du pays, votre expérience, un jugement pondéré par la distance, votre indépendance à l'égard de la plupart des intérêts qui s'affrontent, tout cela vous met en mesure de contribuer par des suggestions précieuses à cet effort de redressement. A titre d'exemple, je mentionne la proposition de la Chambre de commerce suisse en France visant à confier certains travaux à des entreprises industrielles de l'étranger, en d'autres termes à exporter du travail plutôt qu'à importer des travailleurs.

Permettez-moi d'ouvrir ici une parenthèse et de penser que le suremploi que certaines entreprises " déplorent " pourrait être sensiblement atténué si elles renonçaient à exécuter pour le compte d'Etats étrangers dont nous condamnons la politique au nom de la morale, des fabrications que la loi, toujours formaliste, n'assimile pas, mais que la conscience — pour laquelle l'argent a une odeur — assimile au matériel de guerre: de penser aussi que des mesures visant à freiner l'afflux excessif de capitaux étrangers auraient été probablement moins pressantes si l'odeur nauséabonde de certains de ces capitaux avait engagé certains de nos établissements financiers à leur fermer la porte.

Mais revenons aux Groupes d'études helvétiques. Je suis persuadé que leur activité, que les contacts qu'ils établiront, que leur rayonnement parmi les Suisses et dans le pays d'accueil auront pour effet d'éntendre et d'améliorer l'information sur la Suisse, encore déficiente à maints égards. Mais cet effort que nous vous demandons doit être assorti d'un redoublement du nôtre. En tout premier lieu, il convient d'augmenter le montant dérisoire de 600,000 francs — à peine le prix d'un tronçon de route, d'un fragment de " Mirage " — dont Pro Helvetia dispose pour faire connaître au dehors, en marge de toute propagande, notre apport à la vie de l'esprit et aux valeurs de civilisation. La position des Suisses à l'étranger ne peut que bénéficier d'une augmentation de ces subsides. Peut-être même serait-il judicieux et plus efficace d'envisager, en liaison avec l'accroissement de cette aide financière, une coordination meilleure entre les trois grandes organisations qui s'emploient à renforcer nos positions à l'extérieur: Pro Helvetia, l'Office suisse d'expansion commerciale et l'Office national suisse du tourisme. C'est là aussi l'un des problèmes immédiats que les groupes d'études helvétiques pourraient aborder avec fruit.

A l'ouverture de cette rencontre entre Suisses de l'extérieur et de l'intérieur sous l'égide de la NSH, le président central aimerait aborder l'un de ses soucis. Ramuz a donné de Goethe une belle définition qui pourrait être celle même de notre pays: " Il est à lui seul, disait-il, beaucoup d'hommes réconciliés. Beaucoup d'hommes qui auraient toutes les raisons d'être brouillés et de ne pas vivre ensemble et qui cependant vivent ensemble et non seulement vivent ensemble, mais font bon ménage."

Sans présomption, on peut dire qu'il y a peu de désaccord, malgré nos divergences, entre cette image idéale et la réalité parce que notre conviction demeure intacte que des concessions réciproques, des arrangements pacifiques sont toujours possibles. A cet égard, on doit s'inscrire en faux contre une déclaration récente d'un Suisse expatrié volontaire, de l'écrivain Max Frisch: " L'écart entre la Suisse officielle et la Suisse réelle, dit-il, n'a jamais été plus grand qu'aujourd'hui ni la pensée officielle plus éloignée de la pensée réelle des citoyens ". Si nous avons peu de goût pour les vrais débats, comme le relève le manifeste de nos amis de Paris, c'est tout ensemble. Si nous vivons sur les acquis en négligeant les mises à jour, c'est tous ensemble. Mais gouvernement et nation n'en veulent pas moins *tous ensemble* que la patrie subsiste, demeure saine, même si le Conseil fédéral et l'opinion dans sa majorité ne sont pas encore persuadés de

la nécessité de cette politique concertée et de cet effort de synthèse sur lesquels j'ai mis l'accent.

Il y a cependant une ombre à cette image idéale de Ramuz: la question jurassienne. Malgré les efforts de conciliation faits depuis un an par la NSH et d'autres milieux, les passions et la volonté d'incompréhension l'emportent encore de part et d'autre. Peut-être vous qui avez souvent une intuition plus vive que nous des dangers qui menacent la patrie, peut-être pourriez-vous faire entendre votre voix dans cette discorde et, en particulier, inviter les responsables du Rassemblement jurassien à renoncer à tout flirt avec l'étranger. Nous sommes encore capables de laver notre linge sale en famille, de régler nous-mêmes nos litiges. La qualité de citoyen suppose un consentement, la loyauté, l'acceptation de règles, cette conviction dont je parlais qu'un arrangement est toujours possible si l'on fait preuve de la patience qui est la marque du respect à l'égard des autres. Ce consentement aux règles communes doit nous interdire de porter nos différends devant des arbitres étrangers. Seuls peuvent être ou devenir des interlocuteurs valables ceux qui respectent cette exigence. Et puis, le contentieux du Jura est largement ouvert. L'opinion suisse en est saisie. Un débat civique est engagé. Il exigera encore du temps, mais il n'est pas sans issue. La députation jurassienne, des hommes et des groupements de bonne volonté travaillent à une pacification. La question n'est pas étouffée. Pourquoi donc, par une manifestation spectaculaire à l'exposition nationale, le 11 septembre, alimenter et fouetter des passions qui ne peuvent être que préjudiciables à ce patient travail? Cette partie de la minorité jurassienne n'est pas abandonnée à elle-même. Elle le sait. Elle n'a donc pas besoin de recourir aux moyens désespérés des opprimés.

Il me reste encore, chers amis, à remercier ceux qui, en renouant avec les traditions mêmes de la NSH et les intentions de ses fondateurs, ont pris l'initiative de reconstituer des groupes d'études helvétiques. C'est un acte de civisme, de courage, de lucidité et de foi: c'est une initiative démocratique dans la meilleure acception du terme parce qu'elle implique la conviction que quelques volontés individuelles, quelques participations personnelles suffisent, *à la condition que les idées soient bien* attelées, pour provoquer les petits changements — il ne faut pas autre chose — qui sont nécessaires pour redresser comme ils doivent l'être les institutions et le cours de choses afin que tout ce qui change et doit changer change bien, pour que nous redevenions pleinement contemporains de nous mêmes et des autres. Mais le meilleur remerciement que vous puissiez leur adresser, chers compatriotes de l'extérieur, ce serait de suivre leur exemple. La NSH et ses groupes sont prêts à vous aider.

104-YEAR-OLD HIKER

This year Mr. H. O. Hazewinkel, who was born on 23rd June 1860, in Borger, Holland, celebrated his 104th birthday at home. Then, as he has done each year for many decades, he set out for his hiking holiday in Switzerland. Mr. Hazewinkel, who served as a notary in the Dutch city of Zevenaar until his 86th year, is by far the oldest resident of the Netherlands. Not deterred by his advanced age, he insisted upon taking his short daily hike accompanied by relatives, during this year's holiday at his usual spot, Aeschi near Spiez on the Lake of Thun. In earlier times, he said during a television broadcast which the Swiss Television Service devoted to him, he and his family used to spend days at a time wandering in the Swiss mountains, their knapsacks on their backs. " Hiking keeps a man young ", he declared. [A.T.S.]

NEW DEVICE FOR CAMERAS

In industrial and scientific photography repeated and costly attempts are usually required before the exact exposure of the film is obtained. Up to now there was no camera on the market in which account was taken of the parasitic rays that penetrate through the eyepiece and expose the film. A Swiss manufacturer has just launched a 24 x 36 mm. Reflex camera on the market which eliminates this drawback. Thanks to photo-resistance cells located behind the lens and an electronic compensator, this camera measures the light behind the lens. It is also equipped with an electronic device that eliminates the parasitic rays penetrating through the eyepiece. This system enables users to calculate the exact amount of light acting on the film, regardless of the lens of filter used, even when working with a microscope.

This invention therefore permits an appreciable saving of time and film, for the amateur as well as for the scientist. An entire range of lenses for macrophotography, microphotography and industrial uses completes the accessory equipment supplied with this camera.

[O.S.E.C.]

" HANDMADE " — A CULTURAL SURVEY

An exhibition designed along novel lines is on show at Neuchâtel's Ethnographical Museum until the end of December. The theme is " The Hand of Man ", and the organizers of this exhibit have set themselves the interesting task of presenting to the public an historical survey of what has been accomplished by the hands of man from the time of cave dwellers to our industrialized age. Handicraft in its many and varied aspects, the human hand as symbol of creative work and means of expression are the subjects treated and displayed in an amazing way.

THE ZURICH
GROUP OF COMPANIES

in the United Kingdom and Eire comprise the

ZURICH INSURANCE COMPANY

BEDFORD GENERAL
INSURANCE COMPANY LIMITED

and

BEDFORD LIFE
ASSURANCE SOCIETY LIMITED

This Group can undertake all classes of insurance business

The Group operate Branch Offices in all the major cities and towns and the United Kingdom. Head Office is situated at :—

FAIRFAX HOUSE, FULWOOD PLACE,
HIGH HOLBORN, LONDON, W.C.1
Telephone: CHAncery 8833

The funds of the **Zurich** group of companies exceed £200,000,000